



Lundi 14 décembre 2020, vous étiez l'invitée de la matinale sur LCI.

Vous y avez présenté la plateforme de volontariat dédiée aux fonctionnaires souhaitant apporter leur contribution dans le cadre de la crise Covid : gestion des cas contact, soutien téléphonique aux personnes isolées, etc. L'intention de base peut être louable, même si nous vous rappelons que les fonctionnaires sont toujours engagés pleinement au service de la population.

Le syndicat CGT des Finances Publiques vous interpelle publiquement et directement aujourd'hui au sujet de vos propos lors cet entretien, sur les agents des finances publiques. En effet, à la question du journaliste demandant quels fonctionnaires auraient du temps en ce moment, vous avez cité en exemple les « impôts ». Selon vous, les agents des finances publiques ont du temps puisque le prélèvement de l'impôt ne se ferait qu'à une période déterminée...

Pour votre information, Madame la Ministre, les missions des agents des finances publiques ne se réduisent pas à « prélever l'impôt ». La DGFIP assure des dizaines de missions dont des missions d'information auprès du public, d'assiette de l'impôt, de recouvrement, des missions de contrôles et de lutte contre la fraude fiscale, des missions de conseil de gestion et contrôle des recettes et des dépenses des collectivités et de l'Etat, des directions et ministères, les payes des fonctionnaires et des Ministres, la gestion des retraites, des missions foncières, cadastrales, etc.

Vous le constatez, Les missions sont multiples, et les agents des finances publiques sont particulièrement mobilisés pour lutter contre la crise sanitaire et participent pleinement à la continuité de l'État depuis le début du premier confinement. Vous semblez ignorer également le travail accompli par la centaine de milliers de fonctionnaires dont vous avez pourtant la responsabilité, qui sont pleinement investis dans la mise en œuvre des mesures de soutien à la relance comme le fonds de solidarité.

Les agents des finances publiques sont fortement éprouvés par cette crise sanitaire, comme toute la population, mais aussi par des réformes de démantèlement de leur administration qui ont repris sans vergogne depuis cet été. Les services sont débordés et 1800 suppressions d'emplois sont encore programmées cette année.

Ministre de la transformation et de la fonction publique, vous êtes responsable de la portée de vos propos publics et pour la CGT Finances Publiques ces propos sont non seulement inacceptables, mais surtout irresponsables dans la période. Ils traduisent au mieux une méconnaissance totale de nos missions, au pire un profond mépris des fonctionnaires des finances publiques.

Par cette interpellation publique, la CGT Finances Publiques, vous demande, par respect des fonctionnaires des finances publiques et leur investissement quotidien, un démenti public de vos

propos tenus le 14 décembre dernier.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Madame la Ministre, en l'expression de nos respectueuses salutations.

**fichiers:**



[Télécharger lettre\\_ouverte\\_proposition\\_a\\_la\\_ministre\\_15\\_12\\_2020.pdf](#) (175.68 Ko)

**Public:** [Infos / actions](#)

[Humeur\(s\)](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank

---